

A11F341
E88
1997/98
QL
P. gouv.

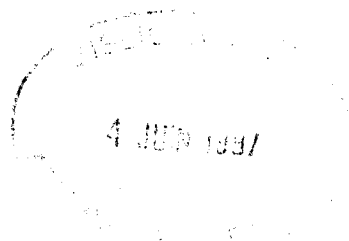
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

CONSEIL DE LA FAMILLE

Famille et Enfance
Programme 01
Élément 03

1. Les questions générales

NOTE: Seules les questions qui concernent le
Conseil de la famille sont considérées

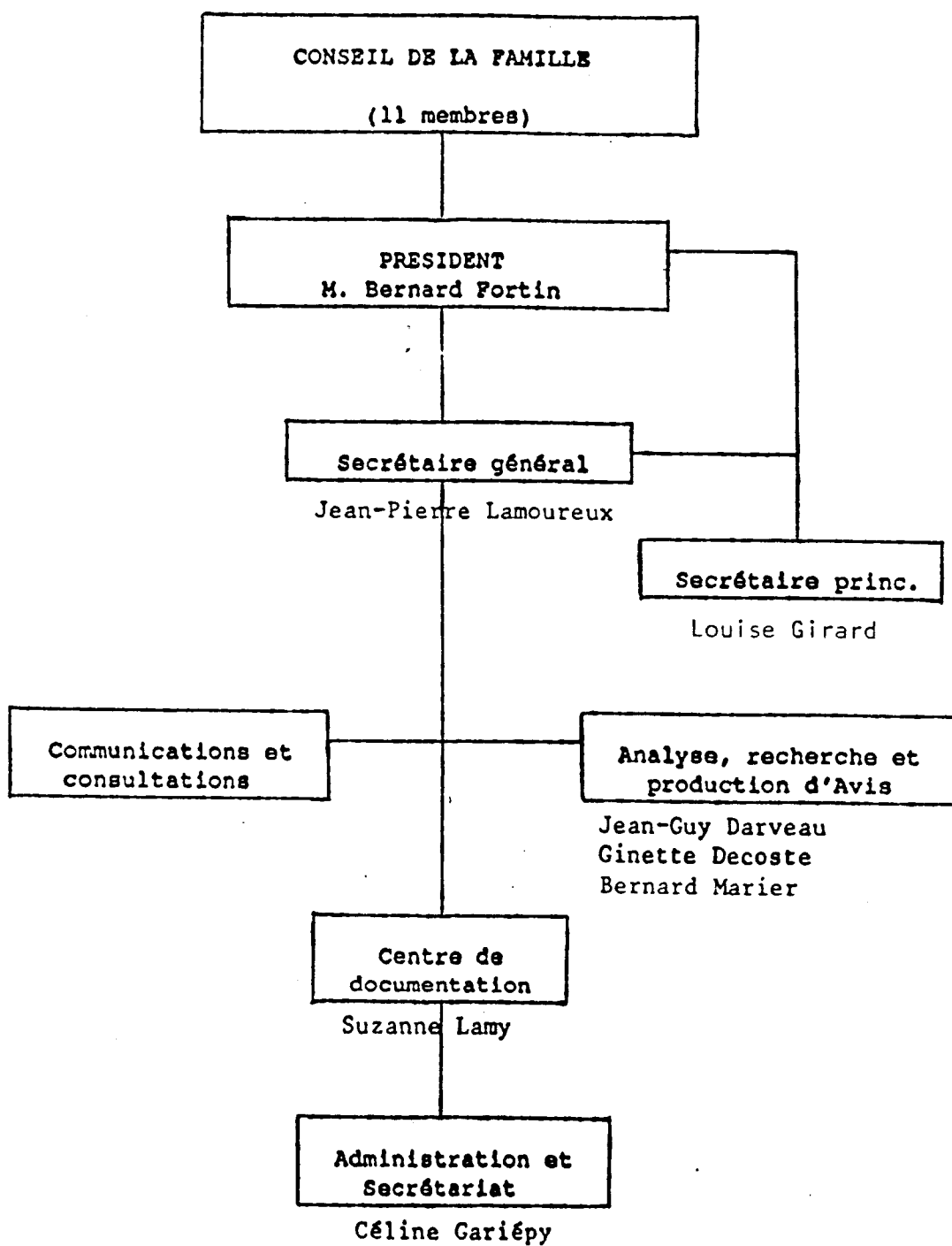


CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 1 : Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire

- a) Conseil de la famille
- b) Membres du Conseil de la famille.

RÉPONSE 1 : a) Organigramme du Conseil de la famille



RÉPONSE 1 : b) Les membres du Conseil de la famille

MEMBRES

FORTIN, Bernard
Président
Charlesbourg

JEDWAB, Jack
Directeur général
Congrès juif canadien
Montréal

TESSIER, Monique
Vice-présidente
Chef des services en
adaptation sociale
Régie régionale
de Montréal-Centre
Montréal

LACASSE, Jean-Pierre
Directeur général
Carrefour Adaptation Québec
Shannon

FITZPATRICK, Joan K.
Conseillère pédagogique
à la retraite
Commission des écoles pro-
testantes du Grand Montréal
Westmount

MEMBRE D'OFFICE

PLANTE, Annette
Directrice adjointe
Secrétariat à la famille
Québec

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

GEORGE, Kenneth
Commissaire à la C.E.C.M.
Mouvement pour une école
moderne et ouverte
Montréal

LAMOUREUX, Jean-Pierre
Charlesbourg

GIRARD, Suzanne
Coordonnatrice des
programmes d'équité en
matière d'emploi
Banque nationale du Canada
Longueuil

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 2 :

Liste de toutes les publications du Conseil (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles):

- tirage
- coût
- distribution
- imprimeur
- copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1996.

RÉPONSE 2 :

Bulletin du Conseil de la famille :
Si familles m'étaient contées

Vol. 8, no 1, printemps 1996

Tirage: 10 000
 Coût: 4 636 \$ (montage, impression et envoi)
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Nom de l'imprimeur: Les Impressions Piché inc.

Vol. 8, no 2, hiver 1996-1997

Tirage: 10 500
 Coût: 5 900 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Imprimeur: Imprimerie Vitray inc.

Rapport annuel 1995-1996

Tirage: 1200
 Coût: 1 515,38 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Imprimeur: Les Publications du Québec

Avis

Choix et soutien... telles sont les exigences des familles québécoises au regard d'une éventuelle politique de la petite enfance

Tirage: 3500
 Coût: 2 610 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Imprimeurs: Les Impressions Piché inc.

Avis**Impact de certains aspects de la réforme de la sécurité du revenu sur les familles**

Tirage: 1300
 Coût: 475 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Imprimeur: Le Fonds de reprographie gouvernementale

Avis**La médiation préalable en matière familiale**

Tirage: 1000
 Coût: 350,10 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Imprimeur: Le Fonds de reprographie gouvernementale

Autres documents**L'appauvrissement des familles dans un contexte d'insécurité**

Tirage: 1500 (2 tirages)
 Coût: 1 182,50 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Imprimeur: Le Fonds de reprographie gouvernementale

Recueil de réflexions sur les stabilité des couples-parents

Tirage: 4000 (3000: 1^{er} tirage et 1000: réimpression)
 Coût: 11 320 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
 Imprimeur: Dynamiques Centre d'imprimerie

Reconnaître la dynamique familiale: des actions communautaires et professionnelles inspirées par le guide Penser et agir famille

Tirage: 1000 (réimpression)
 Coût: 4 433 \$
 Distribution: Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil, particulièrement chez les intervenants
 Imprimeur: Imprimerie Le Réveil

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 3 : Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1996

- but du voyage
- coût
- noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés.

RÉPONSE 3 :

- Les 23 et 24 mai 1996, à Ottawa

M. Bernard Fortin a participé à la réunion de l'Assemblée générale de l'Exécutif et du Conseil d'administration de l'Institut Vanier de la famille.

Aucun frais occasionné au Conseil de la famille.

- Les 23 et 24 mai 1996 et les 24 et 25 octobre 1996, à Ottawa

M. Jean-Pierre Lamoureux a participé à deux réunions du Conseil d'administration de l'Institut Vanier de la famille.

Aucun frais occasionné au Conseil de la famille.

- Les 25 et 26 septembre 1996, à Ottawa, M. Jean-Pierre Lamoureux a participé à un séminaire organisé par l'Institut Vanier de la famille portant sur «Avantage mutuel : exploration préliminaire des questions et des perspectives pour le renouvellement et l'engagement intergénérationnels».

Aucun frais occasionné au Conseil de la famille

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 7 : Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le Conseil depuis le 1er avril 1996 jusqu'au 31 mars 1997:

RÉPONSE 7 :

Ateliers TAQ:

- Envoi d'environ 9550 bulletins du Conseil (vol. 8 no 1.) 418 \$
- Envoi d'environ 9150 bulletins du Conseil (vol. 8 no 2.) 733 \$
- Envoi d'environ 2800 documents du Conseil «Recueil de réflexions sur la stabilité des couples-parents» et «Choix et soutien... telles sont les exigences des familles québécoises au regard d'une éventuelle politique de la petite enfance» 811 \$
- Envoi d'environ 825 Avis du Conseil «La médiation préalable en matière familiale» 298 \$
- Envoi d'environ 925 Avis du Conseil Impacts de certains aspects de la réforme de la Sécurité du revenu sur les familles 325 \$

Communimage, Monik Giguère,

- mise en page du bulletin printemps 1996, vol.8 no 1 850 \$
- mise en page du bulletin hiver 1996-1997, vol.8 no 2 900 \$

Ose Design

- mise en page de la couverture du «Recueil de réflexions sur la stabilité des couples-parents» 790 \$

Jean Desy photographe

- utilisation de deux photographies pour illustrer l'Avis «Choix et soutien... telles sont les exigences des familles québécoises au regard d'une éventuelle politique de la petite enfance» 100 \$

Archives photo enr.

- utilisation de 18 photographies pour illustrer l'Avis «Choix et soutien... telles sont les exigences des familles québécoises au regard d'une éventuelle politique de la petite enfance» 84,60 \$

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 9 : Le montant, pour l'année 1996-1997, de chacune des dépenses suivantes.

RÉPONSE 9 :

- la photocopie :
 - . la reprographie
estimé au 31 mars 1997 5 500 \$
 - . location d'une photocopieuse
estimé au 31 mars 1997 1 200 \$
 - . fournitures 1 795 \$
 - . eau 220 \$
- Estimé total au 31 mars 1997 : 8 715 \$
- la télécopie :
 - estimé annuel (à même le compte
de la téléphonie) 120 \$
- le remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et des frais de repas pour les membres et le personnel du Conseil :
estimé au 31 mars 1997 9 700 \$
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès et des colloques : les frais sont compris dans les frais de voyage et de transport,
estimé au 31 mars 1997 3 610 \$

Ces activités ont toutes eu lieu au Québec.

CONSEIL DE LA FAMILLE

- QUESTION 13 : À chacun des mois du dernier exercice budgétaire, par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc. :
- a) nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel
 - b) nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)
 - c) nombre de jours de vacances pris par le personnel.

RÉPONSE 13 :

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL
ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

CONSEIL DE LA FAMILLE

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	1	2	4.5	66.5	48	3	1	.5	7	10.5	2	.5	146.5	
Heures supplémentaires compensées														
Heures supplémentaires payées														
Maladies	10.5	6	3.5	2.5	2	4	7.5	10	5	6	4	0	61	

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 14 : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels

RÉPONSE 14 :

ÉTUDE DES CRÉDITS / 1997-1998
CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION: 14

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES						
CADRES SUPÉRIEURS						
CADRES INTERMÉDIAIRES	1			1		
PROFESSIONNELS	3			3		
TECHNICIENS	1			1		
PERSONNEL DE BUREAU	1			1		
OUVRIERS						
TOTAL	6			6		

Le nombre d'ETC a diminué d'une unité au cours de 1995-1996 en raison d'une mise en disponibilité et d'une autre unité en 1996-1997 en raison d'un départ assisté à la retraite.

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 15 : La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ, en indiquant pour chacun d'eux:

- l'emplacement de la location
- la superficie du local loué
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré
- le coût total de la dite location
- les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail;

RÉPONSE 15 :

Le Conseil est logé au 875, Grande Allée Est. Il est passé d'un loyer estimé à 80 000 \$ du 1^{er} étage à un autre de 70 000 \$ suite à un déménagement et réaménagement au 3^e étage. La superficie locative occupée par le Conseil est de 254,53 m.c. Cette surface inclut un centre de documentation et un espace de services en commun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

CONSEIL DE LA FAMILLE

Famille et Enfance
Programme 01
Élément 03

2. Les questions particulières

NOTE: Seules les questions qui concernent le
Conseil de la famille sont considérées.

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 96 : Mandats ministériels confiés au Conseil de la famille pour les années 1995-1996 et 1996-1997

RÉPONSE :

Le 20 décembre 1995, la ministre responsable de la Famille, M^{me} Pauline Marois, signifiait son intérêt à ce que le Conseil de la famille se préoccupe de deux questions, la première dans le cadre de la réalisation du 3^e Plan d'action de la politique familiale:

- procéder à une consultation des parents concernant une éventuelle politique de la petite enfance;

Le Conseil a procédé à une consultation auprès des parents qui s'est déroulée au cours des mois d'avril et de mai 1996. Ses résultats ont servi de matière privilégiée pour produire un Avis intitulé Choix et Soutien... telles sont les exigences des familles québécoises au regard d'une éventuelle politique de la petite enfance (adoption: 24 septembre 1996).

- préparer une réaction du point de vue de l'impact familial à la sortie du rapport Fortin-Bouchard concernant la sécurité du revenu;

Le Conseil n'a pas produit de réaction formelle aux rapports Bouchard et Fortin, préférant attendre le Livre vert sur la sécurité du revenu. Devant les délais, le Conseil a toutefois fait paraître des réflexions familiales dans le cadre de la tenue du 2^e Sommet socio-économique dans un document intitulé L'appauvrissement des familles dans un contexte d'insécurité. Ses réflexions s'inspiraient de certaines recommandations des rapports Bouchard-Fortin, notamment concernant les familles à l'aide sociale et l'allocation familiale intégrée pour les enfants (adoption: 24 septembre 1996).

Le 28 février 1996, le ministre délégué aux Relations avec les citoyens, M. André Boisclair, requiert un Avis sur la question de l'obligation alimentaire des grands-parents en regard de leurs petits-enfants. Il demande que cet Avis soit préparé conjointement avec le Conseil des aînés et le Conseil permanent de la jeunesse. Cet Avis a été réalisé tel que demandé et transmis au Ministre le 22 mars 1996.

Enfin, le Conseil a répondu à deux invitations de Commissions parlementaires étudiant des projets gouvernementaux touchant les familles:

- devant la Commission parlementaire des Institutions sur le projet de loi instituant la médiation préalable en matière familiale (30 janvier 1997);
- devant la Commission parlementaire des Affaires sociales sur le Livre vert de la sécurité du revenu (6 mars 1996).

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 149 : Liste et copie des avis publiés par le Conseil de la famille

RÉPONSE :

Avis

- Choix et Soutien... telles sont les exigences des familles québécoises au regard d'une éventuelle politique de la petite enfance (décembre 1996)
- La médiation préalable en matière familiale (janvier 1997)
- Impact de certains aspects de la réforme de la sécurité du revenu sur les familles (mars 1997)

Sans constituer des avis formels, le Conseil a aussi publié les travaux suivants :

- L'appauvrissement des familles dans un contexte d'insécurité (octobre 1996)
- Recueil de réflexions sur la stabilité des couples-parents (décembre 1996).

CONSEIL DE LA FAMILLE

QUESTION 150 : Copie du Plan stratégique 1996-1997, présenté au Conseil du trésor.

QUESTION 151 : Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1996-1997, présenté au Conseil du trésor.

RÉPONSE :

Le plan stratégique 1996-1997, très succinct, présenté au Conseil du trésor s'énonce ainsi:

«Le mandat principal du Conseil de la famille consiste à conseiller la Ministre sur toute question d'intérêt familial. Organisme d'étude, de recherche et de consultation, il se veut attentif aux besoins des familles pour rendre compte au gouvernement de la réalité vécue par les familles québécoises au moment de la révision, de l'élaboration ou de l'adoption d'une politique ou de programmes qui ont des incidences sur la famille.

Son champ de préoccupation est large et couvre tous les secteurs où la vie familiale se manifeste. Il adopte une vision horizontale de la qualité de vie des familles et du soutien aux parents dans leurs responsabilités.

Le Conseil doit en conséquence rallier le mouvement familial et les autres responsables sociaux du support aux parents que sont les milieux municipaux et scolaires ainsi que le monde du travail».

Ce plan s'inscrit dans la mission permanente qui est prévue dans la Loi sur le Conseil de la famille.